

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2022

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nicole Bouffard, atteste la véracité du Rapport financier de Municipalité de Labelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature _____ Date 10 mars 2023

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	20
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	21
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	22
Charges par objets	23
Excédent (déficit) accumulé	24
Avantages sociaux futurs	28

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	35
Analyse des charges	47

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Labelle,

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Labelle (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Labelle au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Municipalité de Labelle inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations qui sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

[Original signé par]

Daniel Tétreault, CPA inc.
Amos, le 10 mars 2023

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	5 259 435	5 356 234	5 231 472
Compensations tenant lieu de taxes	2	144 794	153 620	157 801
Quotes-parts	3			
Transferts	4	416 069	1 440 894	550 792
Services rendus	5	227 968	245 302	201 190
Imposition de droits	6	266 007	373 301	460 032
Amendes et pénalités	7	36 000	53 098	55 892
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	30 000	68 830	34 412
Autres revenus	10	33 850	48 933	39 548
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	6 414 123	7 740 212	6 731 139
Charges				
Administration générale	14	941 248	985 970	978 621
Sécurité publique	15	781 958	843 408	824 757
Transport	16	1 643 446	2 312 270	2 023 747
Hygiène du milieu	17	964 129	1 507 116	1 334 018
Santé et bien-être	18	18 000	12 003	248 064
Aménagement, urbanisme et développement	19	382 134	791 124	453 492
Loisirs et culture	20	993 815	1 037 722	1 048 869
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	80 374	15 136	10 430
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 805 104	7 504 749	6 921 998
Excédent (déficit) de l'exercice	25	609 019	235 463	(190 859)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		13 526 838	13 717 697
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		13 526 838	13 717 697
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		13 762 301	13 526 838

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1		2 600 335
Débiteurs (note 5)	2	2 650 995	1 959 346
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	274 452	210 277
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	2 925 447	4 769 958
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	6 664	
Emprunts temporaires (note 10)	10	717 800	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 238 586	950 183
Revenus reportés (note 12)	12	579 326	456 807
Dettes à long terme (note 13)	13	2 890 898	3 130 737
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	5 433 274	4 537 727
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(2 507 827)	232 231
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	16 188 265	13 217 578
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	40 714	40 714
Stocks de fournitures	20	33 632	25 233
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	7 517	11 082
	23	16 270 128	13 294 607
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	13 762 301	13 526 838

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	609 019	235 463	(190 859)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	4 117 357)(	772 105)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		1 146 670	1 144 545
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 970 687)	372 440
Variation des propriétés destinées à la revente	9			(1 184)
Variation des stocks de fournitures	10		(8 399)	11 470
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		3 565	1 200
	13		(4 834)	11 486
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	609 019	(2 740 058)	193 067
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		232 231	39 164
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		232 231	39 164
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(2 507 827)	232 231

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	235 463	(190 859)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 146 670	1 144 545
Autres			
▪	3		
▪	4		
	5	1 382 133	953 686
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(691 649)	(70 712)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	288 403	511 567
Revenus reportés	9	122 519	122 014
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(64 175)	(61 509)
Propriétés destinées à la revente	11		(1 184)
Stocks de fournitures	12	(8 399)	11 470
Autres actifs non financiers	13	3 565	1 200
	14	1 032 397	1 466 532
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(4 117 357)	(772 105)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(4 117 357)	(772 105)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	303 000	
Remboursement de la dette à long terme	26	(547 952)	(507 424)
Variation nette des emprunts temporaires	27	717 800	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	5 113	5 764
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	477 961	(501 660)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(2 606 999)	192 767
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	2 600 335	2 407 568
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	2 600 335	2 407 568
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	(6 664)	2 600 335

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code Municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La Municipalité participe à un partenariat avec la Municipalité de La Minerve.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Ce partenariat, dont la Municipalité de La Minerve est mandataire, a pour objet l'opération et l'administration d'un service de collecte des matières résiduelles. Lors de la fin du partenariat, le partage des actifs et passifs se fera à parts égales entre les deux municipalités participantes.

Les états financiers incluent la quote-part de ce partenariat revenant à la Municipalité des actifs, des passifs, des revenus et des dépenses.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité des transactions aux livres de la Municipalité, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Parmi les principales composantes des états financiers exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les durées de vie utiles des actifs à long terme, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent des deux grandes catégories suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

a) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;

Les débiteurs;

Les prêts;

Les placements de portefeuille;

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent;

Les participations dans des entreprises municipales et partenariats commerciaux;

Les actifs au titre des avantages sociaux.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésoreries, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que les marges de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements au titre d'investissements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.

Elles sont classées par grandes catégories :

Les immobilisations;

Les propriétés destinées à la revente;

Les stocks de fournitures;

Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement : 10 et 20 ans

Les oeuvres d'art ne sont pas constatés à titre d'immobilisations dans les états financiers, mais sont passés en charge au cours de l'exercice.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Stocks de fourniture

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les stocks de fourniture sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.

Ils sont classés par grandes catégories :

Les insuffisances de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie;

Les emprunts bancaires;

Les créditeurs et charges à payer;

Les revenus reportés;

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.

Les dettes à long terme;

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Constations des revenus

Les taxes se rapportant à l'exercice visé sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus de services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traités par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les revenus de placement portefeuille sont comptabilisés

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la Municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2018 selon la méthode de la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

La Municipalité n'applique pas de façon anticipée la norme du chapitre SP 3450 sur les instruments financiers.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

s.o.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 (6 664)	2 600 335
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments		
▪	3	
▪	4	
▪	5	
▪	6	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 (6 664)	2 600 335
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9 (6 664)	2 600 335
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10 (6 664)	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	419 763	327 800
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	1 205 199	955 053
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	914 413	66 986
Organismes municipaux	16		18 947
Autres			
▪	17	111 620	590 560
▪	18		
	19	2 650 995	1 959 346
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	444 035	544 953
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	444 035	544 953
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	41 890	40 934
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	538 798	260 382
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	452 101	566 112
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	77 440	77 440
Ministère de la Culture et des Communications	29		
Autres ministères/organismes	30	136 860	51 119
	31	1 205 199	955 053

Note**6. Prêts**

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38		
Autres placements	39		
	40		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	274 452	210 277
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44		
	45	274 452	210 277
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	84 059	94 797
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47		
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50		7 066
	51	84 059	101 863

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Municipalité détient un crédit autorisé de 1 000 000 \$, taux préférentiel, sans garantie, renouvelable annuellement et ce aux fins de ses activités courantes.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	679 610	257 956
Salaires et avantages sociaux	56	197 338	215 773
Dépôts et retenues de garantie	57	327 312	317 327
Provision pour contestations d'évaluation	58		
Autres			
▪ intérêts sur dette	59	13 982	18 717
▪	60	20 344	140 410
▪	61		
▪	62		
▪	63		
	64	1 238 586	950 183

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	52 637	30 185
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	258 555	229 397
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	233 283	162 374
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ revenus reportés	80	34 851	34 851
▪	81		
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	579 326	456 807

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,59	4,07	2023	2026	88	2 844 520	3 043 060
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		5 931
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4,37	4,37	2025	2025	94	48 700	89 181
Autres					95		
					96	2 893 220	3 138 172
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(2 322)	(7 435)
					98	2 890 898	3 130 737

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2023	99		505 645			505 645
2024	100		321 682			321 682
2025	101		230 693			230 693
2026	102		167 500			167 500
2027	103		172 200			172 200
2028 et plus	104		1 495 500			1 495 500
	105		2 893 220			2 893 220
Intérêts et frais accessoires	106		()		()	
	107		2 893 220			2 893 220

Note

14. Autres passifs

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	5 649 227			5 649 227
Eaux usées	116	6 936 883	971 959		7 908 842
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	5 877 952			5 877 952
Autres					
▪	118	1 402 336	11 424		1 413 760
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	4 339 574	43 910		4 383 484
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	3 995 331	15 485		4 010 816
Ameublement et équipement de bureau	124	723 083			723 083
Machinerie, outillage et équipement divers	125	1 284 031	79 690		1 363 721
Terrains	126	500 559			500 559
Autres	127				
	128	30 708 976	1 122 468		31 831 444
Immobilisations en cours	129		2 994 889		2 994 889
	130	30 708 976	4 117 357		34 826 333
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	2 992 872	145 858		3 138 730
Eaux usées	132	4 852 463	228 099		5 080 562
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	3 988 877	276 546		4 265 423
Autres					
▪	134	719 254	48 060		767 314
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	1 547 476	116 097		1 663 573
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	2 008 339	203 328		2 211 667
Ameublement et équipement de bureau	140	636 260	23 069		659 329
Machinerie, outillage et équipement divers	141	745 857	105 613		851 470
Autres	142				
	143	17 491 398	1 146 670		18 638 068
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	13 217 578			16 188 265
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148		
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150	40 714	40 714
	151	40 714	40 714
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	40 714	40 714

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪	165	7 517	11 082
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	7 517	11 082

Note**19. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 838 829 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

2020 - 386 576 \$
 2021 - 222 832 \$
 2022 - 229 421 \$

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
		717 800	
	171	717 800	
Dettes à long terme			
	172		
	173	717 800	

Au cours de l'exercice 2017, la Municipalité a cautionné un prêt de 12 809,34 \$ pour l'acquisition d'un véhicule récréatif Defender 2018 par le Club de ski de fonds de Labelle pour une période de 4 ans, soit jusqu'en novembre 2021.

B) Auto-assurance

La Municipalité assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme, conjointement avec un programme de supplément au chômage, pour tous ses employés permanents.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	5 259 435	5 356 234		5 356 234	5 231 472
Compensations tenant lieu de taxes	2	144 794	153 620		153 620	157 801
Quotes-parts	3					
Transferts	4	416 069	473 004		473 004	477 177
Services rendus	5	227 968	245 302		245 302	201 190
Imposition de droits	6	266 007	370 782		370 782	460 032
Amendes et pénalités	7	36 000	53 098		53 098	55 892
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	30 000	68 830		68 830	34 412
Autres revenus	10	33 850	48 933		48 933	39 548
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	6 414 123	6 769 803		6 769 803	6 657 524
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		967 890		967 890	73 615
Imposition de droits	16		2 519		2 519	
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17					
Autres	18					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		970 409		970 409	73 615
	22	6 414 123	7 740 212		7 740 212	6 731 139
Charges						
Administration générale	23	941 248	946 042	39 928	985 970	978 621
Sécurité publique	24	781 958	780 237	63 171	843 408	824 757
Transport	25	1 643 446	1 837 866	474 404	2 312 270	2 023 747
Hygiène du milieu	26	964 129	1 088 560	418 556	1 507 116	1 334 018
Santé et bien-être	27	18 000	12 003		12 003	248 064
Aménagement, urbanisme et développement	28	382 134	783 617	7 507	791 124	453 492
Loisirs et culture	29	993 815	894 618	143 104	1 037 722	1 048 869
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	80 374	15 136		15 136	10 430
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		1 146 670	(1 146 670)		
	34	5 805 104	7 504 749		7 504 749	6 921 998
Excédent (déficit) de l'exercice	35	609 019	235 463		235 463	(190 859)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	609 019	235 463	(190 859)
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(970 409)	(73 615)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	609 019	(734 946)	(264 474)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		1 146 670	1 144 545
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		1 146 670	1 144 545
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		303 000	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	439 317)	(447 035)	(409 363)
	18	(439 317)	(144 035)	(409 363)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(13 435)	(1 183)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 640	197 765	335 546
Excédent de fonctionnement affecté	21		169 120	190 884
Réserves financières et fonds réservés	22	(172 342)	(171 090)	(161 123)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(169 702)	182 360	364 124
	26	(609 019)	1 184 995	1 099 306
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		450 049	834 832

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	970 409	73 615
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	)	( 28 671)
Sécurité publique	3 (	59 395)	(81 138)
Transport	4 (	3 062 714)	(500 091)
Hygiène du milieu	5 (	971 959)	(83 303)
Santé et bien-être	6 ())
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	( 3 450)
Loisirs et culture	8 (	23 289)	(75 452)
Réseau d'électricité	9 ())
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())
	11 (	4 117 357)	(772 105)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)	( 1 183)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 ())
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14		
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	13 435	1 183
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16	96 899	346 474
Excédent de fonctionnement affecté	17	19 076	44 866
Réserves financières et fonds réservés	18	44 245	307 150
	19	173 655	699 673
	20	(3 943 702)	(73 615)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(2 973 293)	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	2 191 111	2 097 455	1 858 554
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	521 688	494 614	448 779
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	2 344 985	3 027 452	2 685 541
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	80 374	79 311	69 055
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			20 056
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		(64 175)	(78 681)
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	551 658	585 364	521 503
Transferts	15			
Autres	16			
Autres organismes				
Transferts	17			
Autres	18	115 288	138 058	237 907
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		1 146 670	1 144 545
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪	21			1 609
▪	22			900
▪	23			12 230
	24	5 805 104	7 504 749	6 921 998

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	724 546	1 141 319
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 288 645	1 314 681
Réserves financières et fonds réservés	3	942 609	405 765
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(443 820)(	158 160)
Financement des investissements en cours	5	(2 973 293)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	14 223 614	10 823 233
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	13 762 301	13 526 838
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	724 546	1 141 319
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	724 546	1 141 319
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Égoûts	12	343 856	303 292
▪ Aqueduc	13	250 158	199 146
▪ Refonte urbanisme	14	63 000	63 000
▪ Projets futurs	15	631 631	749 243
▪	16		
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	1 288 645	1 314 681
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	1 288 645	1 314 681

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Flotte de véhicule	27 453 933	347 183
▪ Gestion des actifs	28 400 000	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	853 933
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 74 090	53 996
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 4 586	4 586
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45 10 000	
Autres		
▪	46	
▪	47	
	48	88 676
	49	942 609
		58 582
		405 765

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ()(
Autres	54 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres	59 ()(
▪	60 ()(
▪	61 ()(
	62 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ()(
Utilisation du fonds de roulement	66 ()(
Autres	67 ()(
▪	68 ()(
▪	69 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ()(
Mesure relative à la COVID-19	71 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ()(
Autres	74 ()(
▪ Règlement 2011-206, 2004-90	75 (	140 820)(158 160)
▪ Règlement 2019-310	76 (	303 000)(
	76 (	443 820)(158 160)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres	81	
▪	82	
	83 (	443 820)(158 160)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84	
Investissements à financer	85 (2 973 293)()	
	86 (2 973 293)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 16 188 265	13 217 578
Propriétés destinées à la revente	88 40 714	40 714
Prêts	89	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92 16 228 979	13 258 292
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94 16 228 979	13 258 292
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (2 890 898)(3 130 737)	
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (2 322)(7 435)	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97 444 035	544 953
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98 443 820	158 160
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	
	100 (2 005 365)(2 435 059)	
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 () ()	
	102 (2 005 365)(2 435 059)	
	103 14 223 614	10 823 233

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 est requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

Application de la Loi aux régimes de la Municipalité

Aucun nouvel effet de l'application de la loi n'a affecté la Municipalité de Labelle au cours de l'exercice 2018.

		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	210 277	148 768
Charge de l'exercice	4 (	84 059)(	94 797)
Cotisations versées par l'employeur	5	148 234	156 306
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	274 452	210 277
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	3 753 789	4 271 708
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	4 272 141)(	3 933 537)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(518 352)	338 171
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	792 804	(127 894)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	274 452	210 277
Provision pour moins-value	12 ())
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	274 452	210 277

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	3 753 789
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	4 272 141)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	518 352)(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	235 398
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	242 944
	20	235 398
Cotisations salariales des employés	21 (	129 073)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	106 325
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(4 668)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(4 913)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	101 657
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	196 231
Rendement espéré des actifs	33 (	213 829)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(17 598)
Charge de l'exercice	35	84 059
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022		2021
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113		
Description des régimes et autres renseignements			
		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119		7
Description du régime			
		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120		2 097
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121		7 066
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122		
	123		7 066

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 757 288	3 814 196	3 594 213
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	50 660	51 545	55 047
Activités de fonctionnement	3	386 475	393 643	374 730
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	17 917	18 408	19 188
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	4 212 340	4 277 792	4 043 178
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	216 824	225 653	212 618
Égout	13	176 495	180 473	164 583
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	502 417	515 788	426 963
Autres				
▪ licence de chien	16	2 730	3 513	75 495
▪ environnement	17	83 521	84 038	240 201
▪ contrôle insectes piqueurs	18		137	
Centres d'urgence 9-1-1	19	14 000	16 610	16 203
Service de la dette	20	51 108	52 230	52 231
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	1 047 095	1 078 442	1 188 294
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	1 047 095	1 078 442	1 188 294
	29	5 259 435	5 356 234	5 231 472

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	8 632	7 827	7 623
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32	101 776	101 776	101 896
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	23 326	30 441	25 853
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	8 177	10 646	10 009
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	141 911	150 690	145 381
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38	1 974	1 983	1 907
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39	909	947	998
Taxes d'affaires	40			
	41	2 883	2 930	2 905
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			9 515
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			9 515
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	144 794	153 620	157 801

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49		24 516	
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51		1 551	1 773
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	143 209	170 807	167 779
Enlèvement de la neige	55	138 112	138 171	138 112
Autres	56			4 792
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	9 692	12 133	11 755
Réseau de distribution de l'eau potable	65			
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	26 235	21 522	26 797
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74	58 559	55 815	13 988
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			12 433
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	7 218	15 436	22 084
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85			
Réseau d'électricité				
	86			
	87	383 025	439 951	399 513

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		9 642
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie	90		
Sécurité civile	91		
Autres	92		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	93		
Enlèvement de la neige	94		
Autres	95		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	96		
Transport adapté	97		
Transport scolaire	98		
Autres	99		
Transport aérien	100		
Transport par eau	101		
Autres	102		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103		5 596
Réseau de distribution de l'eau potable	104	967 890	
Traitement des eaux usées	105		
Réseaux d'égout	106		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	107		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	108		
Tri et conditionnement	109		
Autres	110		
Autres	111		
Cours d'eau	112		
Protection de l'environnement	113		
Autres	114		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Logement social	115		
Sécurité du revenu	116		
Autres	117		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	118		
Rénovation urbaine	119		
Promotion et développement économique	120		
Autres	121		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	122		58 377
Activités culturelles			
Bibliothèques	123		
Autres	124		
Réseau d'électricité	125		
	126	967 890	73 615

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131			58 560
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	33 044	33 053	19 104
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138	33 044	33 053	77 664
TOTAL DES TRANSFERTS	139	416 069	1 440 894	550 792

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	26 000		
Sécurité incendie	145	3 000	9 751	3 000
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	29 000	9 751	3 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	3 085	5 627	3 085
Enlèvement de la neige	150	3 085	2 828	3 085
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	6 170	8 455	6 170
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	35 170	18 206	9 170

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	14 798	31 494	18 114
	185	14 798	31 494	18 114
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187	20 000	15 856	29 507
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190	20 000	15 856	29 507
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193	108 050	116 414	82 361
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199	108 050	116 414	82 361
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	200			
Traitement des eaux usées	201	400	4 801	7 933
Réseaux d'égout	202			
	203	200	5 690	6 209
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	3 650	4 816	9 255
Matières recyclables	205	2 500	5 117	7 017
Autres	206	500	3 337	820
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210	7 250	23 761	31 234

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218	2 300	1 973	2 434
	219	2 300	1 973	2 434
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	40 400	37 598	28 370
Activités culturelles				
Bibliothèques	221			
Autres	222			
	223	40 400	37 598	28 370
Réseau d'électricité				
	224			
	225	192 798	227 096	192 020
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	227 968	245 302	201 190

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	227	17 300	22 131	31 132
Droits de mutation immobilière	228	239 104	327 299	380 035
Droits sur les carrières et sablières	229	9 603	23 484	48 865
Autres	230		387	
	231	266 007	373 301	460 032
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	232	36 000	53 098	55 892
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	234	30 000	68 830	34 412
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241	23 850	23 805	22 588
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	10 000	25 128	16 960
	245	33 850	48 933	39 548
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	179 206	173 597	185	173 782	142 267
Greffe et application de la loi	2	159 804	154 739	39 532	194 271	178 953
Gestion financière et administrative	3	534 767	510 919	211	511 130	597 083
Évaluation	4	60 671	59 958		59 958	56 836
Gestion du personnel	5	5 500	43 566		43 566	2 582
Autres						
▪	6	1 300	3 263		3 263	900
▪	7					
	8	941 248	946 042	39 928	985 970	978 621
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	390 562	393 172		393 172	385 381
Sécurité incendie	10	338 129	334 742	60 934	395 676	380 935
Sécurité civile	11	53 267	52 323	2 237	54 560	49 850
Autres	12					8 591
	13	781 958	780 237	63 171	843 408	824 757
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	986 226	1 038 000	441 809	1 479 809	1 337 282
Enlèvement de la neige	15	602 967	739 580	14 588	754 168	590 665
Éclairage des rues	16	25 270	29 621	7 587	37 208	38 260
Circulation et stationnement	17	9 800	11 547	10 420	21 967	38 236
Transport collectif						
Transport en commun	18	19 183	19 118		19 118	19 304
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 643 446	1 837 866	474 404	2 312 270	2 023 747

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	112 359	92 112	4 417	96 529	110 867
Réseau de distribution de l'eau potable	24	64 961	62 693	144 397	207 090	187 419
Traitement des eaux usées	25	80 598	79 389	211 372	290 761	220 273
Réseaux d'égout	26	64 735	89 230	16 727	105 957	120 015
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	79 173	142 742		142 742	131 966
Élimination	28	269 431	268 815	39 437	308 252	211 487
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	59 071	88 994		88 994	111 585
Tri et conditionnement	30	46 720	47 024		47 024	22 851
Matières organiques						
Collecte et transport	31	88 566	111 505		111 505	102 425
Traitement	32					
Matériaux secs						
Autres	34					
Plan de gestion						
Autres	36					
Cours d'eau						
Protection de l'environnement	38	98 515	106 056		106 056	115 130
Autres	39			2 206	2 206	
	40	964 129	1 088 560	418 556	1 507 116	1 334 018
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	18 000	12 003		12 003	15 518
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					232 546
	44	18 000	12 003		12 003	248 064

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	306 172	646 496	7 507	654 003	301 350
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	18 721	74 119		74 119	58 749
Tourisme	49	55 001	61 846		61 846	93 157
Autres	50					236
Autres	51	2 240	1 156		1 156	
	52	382 134	783 617	7 507	791 124	453 492
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	27 044	22 477	54 811	77 288	87 294
Patinoires intérieures et extérieures	54	59 315	18 729	15 990	34 719	32 555
Piscines, plages et ports de plaisance	55	96 901	85 192	4 593	89 785	93 412
Parcs et terrains de jeux	56	326 448	297 879	45 596	343 475	349 894
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	284 821	263 719	9 682	273 401	263 309
	60	794 529	687 996	130 672	818 668	826 464
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	195 188	202 573	12 432	215 005	218 641
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	4 098	4 049		4 049	3 764
	66	199 286	206 622	12 432	219 054	222 405
	67	993 815	894 618	143 104	1 037 722	1 048 869

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Budget 2022		Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	74 610	74 199		74 199	89 111
Autres frais	70	5 764	5 112		5 112	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		(64 175)		(64 175)	(78 681)
Autres	72					
	73	80 374	15 136		15 136	10 430
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		1 146 670 (	1 146 670)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Réalizations 2022	Réalizations 2021
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	971 959	
Conduites d'égout	4		5 596
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		194 107
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		58 377
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	11 424	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	43 910	
Édifices communautaires et récréatifs	14		22 210
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	15 485	315 030
Ameublement et équipement de bureau	18		36 783
Machinerie, outillage et équipement divers	19	79 690	116 785
Terrains	20		23 217
Autres	21	2 994 889	
	22	4 117 357	772 105

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25	971 959	
Conduites d'égout	26		5 596
Autres infrastructures	27	11 424	252 484
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations corporelles	33	3 133 974	514 025
	34	4 117 357	772 105

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	4 585			4 585
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	488 187		84 265	403 922
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 100 447	303 000	362 769	2 040 678
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	2 593 219	303 000	447 034	2 449 185
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	544 953		100 918	444 035
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	544 953		100 918	444 035
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	544 953		100 918	444 035
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	544 953		100 918	444 035
	19	3 138 172	303 000	547 952	2 893 220
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	3 138 172	303 000	547 952	2 893 220

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	2 893 220
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 973 293
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	4 585
Débiteurs	9	444 035
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	5 417 893
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	
Endettement net à long terme	16	5 417 893
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	635 871
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	6 053 764
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	6 053 764
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité

		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	60 671	59 958	56 836
Autres	3	98 031	96 876	100 832
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 516	3 475	3 208
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	19 183	19 118	19 304
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	335 930	361 251	306 706
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	18 543	29 032	19 536
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	11 686	11 605	11 318
Activités culturelles	23	4 098	4 049	3 763
Réseau d'électricité				
	24			
	25	551 658	585 364	521 503

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022*Non audité*

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 117 357	772 105
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	4 117 357	772 105

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	5,89	40,00	12 261,00	545 173	140 650	685 823
Professionnels	2						
Cols blancs	3	11,66	35,00	21 228,00	522 853	130 898	653 751
Cols bleus	4	12,73	40,00	26 488,00	782 284	177 010	959 294
Policiers	5						
Pompiers	6	2,20	40,00	4 578,00	128 506	19 363	147 869
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	32,48		64 555,00	1 978 816	467 921	2 446 737
Élus	9	7,00			118 639	26 693	145 332
	10	39,48			2 097 455	494 614	2 592 069

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	12 133				12 133
Réseau de distribution de l'eau potable	13		967 890			967 890
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	460 871				460 871
	17	473 004	967 890			1 440 894

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	(61 025)	(78 452)
	4	(61 025)	(78 452)
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	4 303	4 654
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	4 303	4 654
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	27 166	32 118
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	27 166	32 118
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	9 528	11 521
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	1 394	1 589
Matières recyclables	21	1 394	1 588
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	12 316	14 698
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	2 008	2 133
Autres	34		
	35	2 008	2 133
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	30 368	35 279
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	30 368	35 279
Réseau d'électricité			
	40		
	41	15 136	10 430

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Vicki Emard	Maire	27 222	13 611		
Nicolas Bottreau	Conseiller	9 073	4 537		
Noémie Biardeau	Conseiller	9 073	4 537		
Annick Laviolette	Conseiller	9 073	4 537		
Vincent Normandeau	Conseiller	9 073	4 537		
Isabelle Laramée	Conseiller	9 073	4 537		
Julie Marchildon	Conseiller	9 073	4 537		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	200 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	52 642 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 3 : Autres revenus	9	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	\$
Ligne 9 : Autres charges	13	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$
Ligne 14 : Débiteurs	16	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	\$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	\$
Ligne 24 : Libres	22	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	\$
Constatés au cours de l'exercice	26	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

28 29

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

30 44 366 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

31 32

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022

33 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

34 35

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

36 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

37 38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

39 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

40 41

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

42 43

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC des Laurentides

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

44 45

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

46 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

47 48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

49 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

50 51

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

52 22 500 \$

- b) autres formes d'aide

53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD57 276 342 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 739 580 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 11 547 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 16 484 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 36 478 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 7 175 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 76 522 \$

Systèmes de drainage

64 38 923 \$

Abords de routes

65 5 102 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 192 231 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 931 811 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 027.02.2023

b) Date d'adoption de la résolution

71 2023-02-20

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 121.04.2021
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2021-04-19
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 211
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 87
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 14

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 18

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-04-17

Nom du signataire : NICOLE BOUFFARD

Fonction du signataire : Directrice des finances

Date de transmission au Ministère : 2023-09-01

Date et heure de la dernière modification : 2023-09-01 14:31

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	6 414 123	6 769 803	6 657 524
Investissement	2		970 409	73 615
	3	6 414 123	7 740 212	6 731 139
Charges	4	5 805 104	7 504 749	6 921 998
Excédent (déficit) de l'exercice	5	609 019	235 463	(190 859)
Moins : revenus d'investissement	6 (	)	( 970 409)	(73 615)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	609 019	(734 946)	(264 474)
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		1 146 670	1 144 545
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		303 000	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	439 317)	(447 035)	(409 363)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)	( 13 435)	(1 183)
Excédent (déficit) accumulé	12	(169 702)	195 795	365 307
Autres éléments de conciliation	13			
	14	(609 019)	1 184 995	1 099 306
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		450 049	834 832

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1		2 600 335
Débiteurs	2	2 650 995	1 959 346
Placements de portefeuille	3		
Autres	4	274 452	210 277
	5	2 925 447	4 769 958
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6	6 664	
Dette à long terme	7	2 890 898	3 130 737
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	2 535 712	1 406 990
	10	5 433 274	4 537 727
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(2 507 827)	232 231
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	12	16 188 265	13 217 578
Autres	13	81 863	77 029
	14	16 270 128	13 294 607
Excédent (déficit) accumulé	15	13 762 301	13 526 838

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	724 546	1 141 319
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Égoûts	17	343 856	303 292
▪ Aqueduc	18	250 158	199 146
▪ Refonte urbanisme	19	63 000	63 000
▪ Projets futurs	20	631 631	749 243
▪	21		
▪	22		
▪	23		
▪	24		
▪	25		
	26	1 288 645	1 314 681
Réserves financières	27	853 933	347 183
Fonds réservés	28	88 676	58 582
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(443 820)	(158 160)
Financement des investissements en cours	30	(2 973 293)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	14 223 614	10 823 233
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	13 762 301	13 526 838

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	5 417 893
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	6 053 764

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	4 585	4 585
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 040 678	2 100 447
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	403 922	488 187
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	444 035	544 953
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	2 893 220	3 138 172

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022		2021
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	5 259 435	5 356 234	5 231 472
Compensations tenant lieu de taxes	13	144 794	153 620	157 801
Quotes-parts	14			
Transferts	15	416 069	473 004	477 177
Services rendus	16	227 968	245 302	201 190
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	302 007	423 880	515 924
Autres	18	63 850	117 763	73 960
	19	6 414 123	6 769 803	6 657 524
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		967 890	73 615
Autres	23		2 519	
	24		970 409	73 615
	25	6 414 123	7 740 212	6 731 139

Extrait du rapport financier, page S16

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget 2022	Réalizations 2022		Total	Réalizations 2021
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Administration générale	1	941 248	946 042	39 928	985 970	978 621
Sécurité publique						
Police	2	390 562	393 172		393 172	385 381
Sécurité incendie	3	338 129	334 742	60 934	395 676	380 935
Autres	4	53 267	52 323	2 237	54 560	58 441
Transport						
Réseau routier	5	1 624 263	1 818 748	474 404	2 293 152	2 004 443
Transport collectif	6	19 183	19 118		19 118	19 304
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	322 653	323 424	376 913	700 337	638 574
Matières résiduelles	9	542 961	659 080	39 437	698 517	580 314
Autres	10	98 515	106 056	2 206	108 262	115 130
Santé et bien-être	11	18 000	12 003		12 003	248 064
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	306 172	646 496	7 507	654 003	301 350
Promotion et développement économique	13	73 722	135 965		135 965	152 142
Autres	14	2 240	1 156		1 156	
Loisirs et culture	15	993 815	894 618	143 104	1 037 722	1 048 869
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	80 374	15 136		15 136	10 430
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	5 805 104	6 358 079	1 146 670	7 504 749	6 921 998
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		1 146 670 (	1 146 670)		
	21	5 805 104	7 504 749		7 504 749	6 921 998

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	970 409	73 615
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	4 117 357)(	772 105)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	1 183)
Financement à long terme des activités d'investissement	4		
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	13 435	1 183
Excédent accumulé	6	160 220	698 490
	7	(3 943 702)	(73 615)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(2 973 293)	

Extrait du rapport financier, page S18